

LES POINTS SUR LES I

Voici des extraits de 2 articles qui se complètent pour nous indiquer où concentrer notre attention et nos actions (j'ai ajouté un petit complément)

Merci à Cécile Duflot et à Jézabel Coupey-Soubeyrand pour la clarté de leurs exposés

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/01/31/cecile-duflot-directrice-generale-d-oxfam-france-la-milliardocratie-menace-ultime-contre-la-democratie_6525600_3232.html?random=1128437871

Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France : « La milliardocratie, menace ultime contre la démocratie »

Tribune

[Cécile Duflot](#)

[Directrice générale d'Oxfam France](#)

En 2024, chaque milliardaire de la planète a amassé 2 millions de dollars supplémentaires par jour, selon Oxfam.

Dans une tribune au « Monde », Cécile Duflot, directrice générale de la branche française de l'ONG, appelle l'Europe à prendre la tête du combat contre cette dérive qui nourrit le populisme.

Publié le 31 janvier 2025

Nous étions mobilisés pour défendre l'Etat de droit et les libertés constitutionnelles contre les pouvoirs autoritaires dans le monde et les dérives illibérales en Europe.

Nous voici dorénavant interloqués et appelés à redoubler de vigilance après l'élection d'un président officiellement soutenu par les milliardaires de la tech aux Etats-Unis. **Comme dans nombre d'autres pays, c'est le pouvoir de l'argent qui prétend annoncer définitivement son règne. La milliardocratie, le pouvoir des milliardaires, constitue la menace ultime contre la démocratie.**

Faut-il rappeler que nous vivons dans un monde où l'accumulation de richesses aux mains des plus fortunés atteint les limites de l'extrême et de l'indécence ?(...) qu'en 2024 chaque milliardaire de la planète a amassé 2 millions de dollars (1,9 million d'euros) supplémentaires par jour ? (...) cet

emballage obscène n'est pas tant lié au mérite et au travail qu'aux effets multiplicateurs de fortunes esquivant la solidarité fiscale ou s'appuyant sur des situations de monopole.

Les ultrariches n'ont même plus la réserve morale de composer avec les lois et les règles qui organisent la vie démocratique. Le temps de l'influence discrète et de l'accaparement des médias pour préserver leurs intérêts semble dépassé. **Il s'agit maintenant de remettre ouvertement en cause tous les efforts pour réguler le système capitaliste**, protéger la concurrence et, surtout, assurer un minimum de répartition de la richesse au bénéfice des plus démunis. Plus grave, la dénonciation sans complexe des accords internationaux pour limiter le réchauffement climatique **témoigne d'une vision délétère de l'avenir de la planète.**

Défiance généralisée

Au nom de quoi cet argent roi prétend-il acheter les décideurs politiques et convaincre des électeurs déboussolés ? Au nom d'une idéologie qui suppose que la loi du plus fort est le meilleur ressort du progrès ; que les notions de bien commun ou de service public sont contraires à la nature humaine ; que la liberté d'expression et le respect de la législation ou, plus simplement, de la vérité sont antinomiques.

(...) Les milliardocrates, parce qu'ils veulent supprimer toute limite à l'augmentation de leur richesse, estiment désormais avoir les mains libres pour pactiser avec les courants populistes d'extrême droite, qui incarnent le mieux, à leurs yeux, la défiance généralisée vis-à-vis des structures politiques, la protection de la liberté infinie d'entreprendre – et de prendre –, la dénonciation de la solidarité, vis-à-vis des immigrés aujourd'hui, vis-à-vis des assistés demain et, *last but not least*, le détricotage de toutes les politiques contre le dérèglement du climat et pour la préservation de la biodiversité.

Le combat pour la démocratie contre la milliardocratie, autrement dit le combat pour l'intérêt général contre les intérêts particuliers, nécessite humilité et détermination. Pour dessiller les yeux d'électorats massivement séduits par les sirènes populistes, la démonstration patiente vaut mieux que l'invective fébrile.

(...) Le bon sens n'est pas celui que vantent Donald Trump, Javier Milei, Viktor Orban ou Giorgia Meloni pour justifier atteintes à l'Etat de droit et remise en cause de la solidarité sociale. **Le bon sens est de convaincre les peuples que la transition est nécessaire et qu'elle peut être heureuse si l'argent roi cesse d'être le seul moteur de la condition humaine.**

A l'échelle du monde, l'Europe a été pionnière dans la construction d'un modèle social, (...) Plus que jamais, il lui appartient, non pas de faire le dos rond devant la vague nauséabonde qui déferle, mais de prendre la tête du combat contre la milliardocratie en visant ainsi son ombre populiste qui rôde et prospère sur le Vieux Continent.

Cécile Duflot, Directrice générale de l'ONG Oxfam France.

[Cécile Duflot \(Directrice générale d'Oxfam France\)](#)

Jézabel Couppey-Soubeyran : « Sur le climat, le cercle de la raison déraisonne »

Chronique



[Jézabel Couppey-Soubeyran](#)

[Economiste](#)

Malgré l'urgence, attestée par les rapports indiscutables du GIEC, les dirigeants politiques ou d'entreprise semblent aveugles face au dérèglement climatique. Ils continuent à maintenir un cadre économique qui menace la planète, s'alarme l'économiste dans sa chronique.

Publié le 11 janvier 2025

L'an 2025 sera climatosceptique !

C'est écrit entre les lignes de l'hommage du premier ministre, François Bayrou, à « *l'esprit original* » d'un ancien ministre de l'éducation, Claude Allègre, qui déniait le dérèglement climatique.

[C'est aussi] Ecrit à demi-mot dans la parenthèse où la Commission européenne enferme le pacte vert.

Ecrit en lettres capitales dans le slogan « pétrolâtre » qui a contribué à réinstaller Donald Trump à la Maison Blanche : « *Drill, baby, drill* » (« fore, bébé, fore ») !

C'est à désespérer de la raison et de l'entendement dont se targuent tant les gouvernants.

La foi dogmatique en les bienfaits du marché, en la croissance sans limites, en la finance sans entraves, en la technologie salvatrice, se drapait jusqu'à présent dans la vertu supposée de la rationalité économique. Elle s'exprime aujourd'hui de manière abrupte et décomplexée, et son caractère déraisonnable et mortifère n'en ressortira que mieux.

Douter de l'origine humaine du dérèglement climatique, dont les synthèses du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont mille fois apporté la démonstration, est déraisonnable.

L'est aussi le fait de ne pas voir que ce dérèglement résulte d'un développement économique qui ne tient aucun compte des limites planétaires. Et pourtant, dans la conduite des entreprises, des politiques

publiques, comme dans le cadre conceptuel de beaucoup d'économistes, il a toujours semblé jusqu'à présent raisonnable de concevoir la nature comme un réservoir inépuisable de ressources et une poubelle sans fond de déchets. (...)

Dans son rapport « [Embedded in Nature](#) », publié en octobre 2024, le Fonds monétaire international laisse espérer que la raison gagne un peu de terrain sur le sujet. En proposant un nouveau cadre conceptuel qui intègre pleinement les limites planétaires et les points de bascule écologiques, il marque une rupture par rapport à la pensée et aux pratiques économiques dominantes, comme le relève [l'économiste Alain Grandjean](#).

Illusoire croissance verte

Peut-être deviendra-t-on enfin capable de s'affranchir de l'impératif de croissance du produit intérieur brut (PIB), qui est sans doute l'illustration la plus criante de la déraison du « cercle de la raison ».

(...). Suffira-t-il de produire mieux, de consommer mieux ? C'est le pari des partisans de la croissance verte, sous l'hypothèse d'un découplage, que le progrès technologique rendrait possible, entre la croissance du PIB et celle des émissions de gaz à effet de serre. Cette hypothèse est pourtant triplement déraisonnable.

Premièrement, le découplage observé est le plus souvent relatif : les émissions augmentent à un rythme certes plus faible que celui du PIB, mais elles diminuent plus rarement en termes absolus.

Deuxièmement, même là où les émissions baissent (en Europe, et notamment en [France](#) de manière significative), le rythme reste insuffisant pour conduire à l'objectif de ne pas dépasser 1,5 °C de réchauffement.

Troisièmement, le réchauffement climatique n'est qu'une des neuf limites planétaires à ne pas dépasser, les autres concernant notamment la biodiversité, le cycle de l'eau, l'acidification des océans, la pollution de l'air... Sept sont déjà dépassées. (...).

Le monde raisonnable n'est [donc] pas celui de la croissance, même verdie ; c'est celui de la post-croissance.

(...)

Quant à la stabilisation de la dette, il est aussi déraisonnable de ne pas la vouloir , que de l'imaginer compatible avec le financement des investissements nécessaires à la transition écologique.

D'autant que l'on commence, enfin, à prendre la mesure de la part des investissements qui, s'ils sont indispensables, n'ont pas la rentabilité requise pour pouvoir être financés autrement que par des subventions publiques, ainsi que ceux que les acteurs privés ne sont pas en capacité de réaliser.

Le Secrétariat général à la planification écologique a publié, fin décembre, un [cadre d'analyse pour les financements de la planification écologique](#), où il estime que les trois quarts des actions à mener nécessitent une aide publique. **Au vu de l'impasse, il serait très raisonnable d'envisager de toute**

urgence des sources de financement public qui n'augmentent pas la dette, et d'engager pour cela des réformes structurelles, voire institutionnelles.

Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences d'économie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne et directrice scientifique de la chaire Energie et prospérité.

[Jézabel Couppey-Soubeyran \(Economiste\)](#)

Remarque perso :

La fin de l'article nous laisse sur notre faim ! Car si Jézabel affirme qu'il serait très raisonnable d'engager des « réformes structurelles voire institutionnelles », elle ne nous dit pas lesquelles ... Alors **creusons un peu**, y compris dans de précédentes chroniques de cette économiste, et de quelques autres.

Pour résumer le problème, il s'agit de **faire d'énormes investissements pour le climat, dont la plupart ne sont pas rentables ; mais ne pas les faire serait pire.**

C'est pourquoi ces investissements demandent des interventions publiques si énormes qu'ils ne peuvent qu'augmenter le déficit public, donc la dette publique. Alors que nous sommes dans un système qui nous impose de réduire cette dette. Y a quelque chose qui cloche, non ?

C'est pour surmonter cette contradiction qu'il faut des réformes « structurelles voire institutionnelles ». Lesquelles ?

Deux pistes principales ont été explorées par des économistes, qui en effet demandent toutes deux des réformes profondes.

La 1ère, c'est de sortir les investissements-climat publics des plafonds imposés aujourd'hui par le « pacte de stabilité et de croissance européen » (https://fr.wikipedia.org/wiki/Pacte_de_stabilit%C3%A9_et_de_croissance) Ses deux plafonds sont :

- Le déficit public annuel du budget de chaque état de l'UE ne doit pas dépasser 3 % de son PIB
- La dette publique cumulée de chaque état doit ne pas dépasser 60 % de son PIB

... Ce qui est **radicalement impossible** si on se lance dans les niveaux d'investissements-climat tels qu'ils ont été jugés nécessaires.

C'est pourquoi **la plus urgente des réformes européennes est de modifier le « pacte de stabilité et de croissance » :**

- d'abord ne pas compter les investissements-climat d'une année dans le calcul du déficit annuel du budget (donc laisser augmenter d'autant le déficit public)
- ensuite de ne pas compter dans le calcul de l'endettement cumulé plafonné la part de dette publique qui a financé ces investissements-climat. (Cela n'empêchera pas la France de se faire « recadrer » pour son déficit excessif hors investissements-climat, mais c'est une autre histoire)

On va dire « *C'est bien joli tout ça mais ça ne va pas empêcher la dette publique totale d'augmenter beaucoup, et donc de nous faire payer des intérêts considérables à ceux qui prêtent à l'État* »

OK. **C'est pourquoi la deuxième piste est tout aussi nécessaire** : Pour éviter cette catastrophe des montants d'intérêts versés à des prêteurs privés, **il faut que ces investissements puissent être financés par les banques centrales**. Alors qu'aujourd'hui en Europe la règle est que les États ne peuvent financer leurs déficits que sur les marchés financiers.

Pourquoi préférer les banques centrales ? Parce que les intérêts sur les prêts qu'elles consentent reviennent dans le budget de l'état. Ils sont alors à la fois un coût et une ressource ; ils n'augmentent donc pas le déficit du budget.

Autoriser cela est la 2ème réforme urgente.

« *Ah ouais, vont encore dire les gens qui se disent raisonnables, mais quand une banque centrale prête elle crée de la monnaie. Alors, l'inflation, vous y pensez ?* »

Voui Madame, voui Monsieur, on y pense. On pense surtout que beaucoup de gens, même parmi ceux qui se disent raisonnables, ne savent pas que les sommes prêtées à l'État par le secteur privé viennent, directement ou indirectement, d'emprunts bancaires, donc d'une **création de monnaie par les banques** « ordinaires » (*). Alors pour l'inflation ça fait pareil.

Jézabel a raison, il nous faut passer par de telles réformes.

Quant à savoir comment se passer de la croissance du PIB, c'est une autre histoire. On va creuser ça aussi, bientôt

Cordialement.

Yves GG 08/02/2025

(*) Ces banques « ordinaires » (celles des particuliers et des entreprises) créent bel et bien de la monnaie lorsqu'elles prêtent, comme l'indique cette petite vidéo publiée par la Banque de France <https://www.youtube.com/watch?v=dSZ6ass81ZU>